

[Texte]

follow suit, I do not think those major trading partners with South Africa will follow suit. Canada is not a major trading partner, and what have we got to lose?

Mr. Chrétien: Thank you.

Ms A. Mitchell: I was just going to say that those other countries did in fact recall their ambassadors, though. Also, some of them in fact just have diplomatic missions there; they do not have full embassies.

The Joint Chairman (Mr. Hockin): Mr. Stackhouse.

Mr. Stackhouse: Thank you very much, Mr. Chairman, and thanks to the delegation for their presentation.

I want to continue a dialogue with Mr. Beer who spoke, I think, in a hypothetical way about if the government did not take certain actions that it has indicated it is prepared to take in terms of diplomatic recognition and sanctions then it would follow . . . I am sure he will agree that is purely hypothetical, that the government has indicated what its policy will be and there is no reason for any of us to suggest that it will not do and therefore already it is time for you to stake out a position or me to stake out a position. I think we should really address ourselves to the implications of the actions the government has indicated it will take given the lack of progress by the South African government in dealing with apartheid.

I think we really need to be much more positive than I took your remarks to indicate—positive with regard to the leadership the Canadian government has given the Commonwealth and indeed the world in a tradition that goes back to Prime Minister Diefenbaker and the distinctive leadership he gave in the Commonwealth conference. That saw South Africa withdraw from the Commonwealth because of the firm stand taken by Canada in co-operation with India, even as in the most recent Commonwealth conference that co-operation between India and Canada was significant.

• 1915

So I would hope the government could look to the encouragement and support of people like yourself for the policy to which it has committed itself and which will require, I think, considerable courage and confidence in the merit of its decision, in the light of other countries not taking similar moves. As you have indicated, so many countries that share, at least in theory and words, our opposition to apartheid have still not imposed extreme sanctions on South Africa nor cancelled diplomatic relations. It will be a significant step for Canada. One can be hopeful that it will not be necessary. The Botha government may yet do what the Commonwealth countries have urged that country to do.

Notwithstanding, Canada is prepared to take this leadership. What should concern us more is not whether the step is taken or not, but how effective it will be once taken; because in other instances diplomatic relations have been cancelled and sanctions have been imposed and significant alteration in the situation has not been effected.

[Traduction]

vraient, mais je ne pense pas que les principaux partenaires commerciaux de l'Afrique du Sud le fassent. Le Canada n'est pas au nombre de ceux-là, qu'avons-nous donc à perdre?

M. Chrétien: Je vous remercie.

Mme A. Mitchell: J'allais ajouter que ces pays ont néanmoins rappelé leurs ambassadeurs. D'ailleurs, certains d'entre eux n'y ont plus que des missions diplomatiques qui n'ont pas le statut d'ambassades.

Le coprésident (M. Hockin): Monsieur Stackhouse.

M. Stackhouse: Merci beaucoup, monsieur le président. J'aimerais remercier nos invités pour leur exposé.

J'aimerais poursuivre le dialogue avec M. Beer qui a dit, je crois, d'une façon assez hypothétique que si le gouvernement n'intervenait pas comme il avait dit qu'il était prêt à le faire du point de vue des sanctions et des relations diplomatiques, il s'ensuivrait que . . . M. Beer reconnaîtra, je n'en doute pas, que ce n'est rien de plus qu'une hypothèse et que le gouvernement a effectivement indiqué la politique qu'il entendait suivre et que nous n'avons aucune raison d'en douter et par conséquent de prendre position vous ou moi. Nous devrions plutôt, je pense, songer aux répercussions des initiatives que le gouvernement entend prendre, comme il l'a dit, si le gouvernement sud-africain ne fait pas de progrès dans le cas de l'apartheid.

Nous devons, dirais-je, être beaucoup plus positifs que ne semble le laisser croire vos remarques—positifs à propos du rôle directeur que le gouvernement canadien a joué au sein du Commonwealth et dans le monde entier même, suivant en cela une tradition qui remonte au premier ministre Diefenbaker et au rôle de chef de file qu'il a joué dans le cadre de la conférence du Commonwealth. En conséquence de quoi l'Afrique du Sud se retira du Commonwealth, à cause précisément de la position intransigeante adoptée par le Canada de concert avec l'Inde, un peu comme ce qui se passa à l'occasion de la dernière conférence du Commonwealth.

J'espère donc que le gouvernement pourra compter sur l'encouragement et le soutien de gens comme vous pour la politique qu'il a arrêtée et qui exigera je crois beaucoup de courage et de confiance en le bien-fondé de cette décision compte tenu du fait qu'il y a d'autres pays qui ne nous emboîtent pas le pas. Comme vous l'avez dit, il y a tellement de pays qui partagent, du moins en paroles, notre opposition à l'apartheid mais qui n'ont toujours pas imposé de sanctions rigoureuses à l'Afrique du Sud et qui n'ont pas non plus rompu leurs relations diplomatiques. Ce serait donc pour le Canada un acte important. Il est à espérer toutefois qu'il ne sera pas nécessaire. Le gouvernement Botha pourrait encore céder aux instances urgentes des pays du Commonwealth.

Quoi qu'il en soit, le Canada est prêt à prendre les devants. Ce qui devrait davantage nous occuper, c'est non pas le fait que cette initiative soit ou ne soit pas prise, mais bien son efficacité relative lorsqu'elle l'aura été, car il est déjà arrivé que des relations diplomatiques aient été rompues, que des sanctions aient été imposées, sans que cela n'entraîne un revirement sensible de la situation.